

(N° 92.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 FÉVRIER 1912.

Projet de loi modifiant la classification des Justices de paix et réglant l'institution de greffiers adjoints dans les Justices de paix.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Lorsqu'en 1889 les justices de paix ont été divisées en quatre classes d'après la population des cantons, la différence des traitements des juges de paix et des greffiers suivant les classes se justifiait par la différence dans l'importance du travail leur incombant. Depuis 1889 les cas d'intervention des juges de paix et des greffiers sont devenus beaucoup plus fréquents, notamment dans les matières de juridiction gracieuse. Ainsi durant les dix dernières années le nombre des actes de notoriété dressés dans les justices de paix a presque triplé. La loi du 24 décembre 1903 a chargé les greffiers de recevoir les déclarations des accidents du travail et les juges de paix de constater les accords des parties en cette matière et de connaître en premier ressort de toutes les actions relatives aux indemnités dues aux ouvriers en vertu de la dite loi. La loi toute récente du 12 août 1911 vient encore d'augmenter la compétence des juges de paix en matière civile. A égalité de population, le travail incombant aux juges de paix et à leurs greffiers est aujourd'hui plus important qu'il y a vingt ans. Dans ces conditions, la division en quatre classes des justices de paix suivant que la population atteint 70,000, 50,000, 30,000 habitants ou est inférieure à ce dernier nombre ne répond plus à la situation. Le moment est venu, tout en maintenant la 4^e classe des justices de paix pour les moins importantes d'entre elles, d'abaisser le chiffre de la population nécessaire pour qu'une justice de paix soit portée à une classe supérieure.

Le projet de loi que, sur les ordres du Roi, j'ai l'honneur de présenter aux Chambres législatives, fixe à 60,000, 40,000 et 20,000 le nombre d'habitants nécessaire pour qu'une justice de paix soit de la 1^{re}, de la 2^e ou de la 3^e classe; celles dont le canton ne comprendra pas 20,000 habitants resteront à la 4^e. Quatre-vingt-dix-sept justices de paix monteront ainsi d'une classe; les juges de paix obtiendront une augmentation de traitement de 1,000 fr.

et les greffiers de 800 francs ; ce seront, dans chaque classe, les plus occupés d'entre eux qui bénéficieront de la mesure.

Comme l'a fait la loi du 11 mai 1910 en ce qui concerne les tribunaux de commerce, le projet de loi autorise l'institution, entre les greffiers des justices de paix et leurs commis-greffiers, d'une catégorie intermédiaire de fonctionnaires : les greffiers-adjoints.

Dans la plupart des justices de paix, le greffier fait habituellement lui-même tous les actes et devoirs de son ministère et les commis-greffiers et employés sous ses ordres ne font guère qu'une besogne de commis aux écritures et d'expéditionnaire. Cependant dans quelques justices de paix, les plus importantes du royaume, le greffier ne peut faire seul tous les actes qui réclament la qualité de greffier et un commis doit faire habituellement fonctions de greffier. La position de ces commis est semblable à celle des greffiers-adjoints dans les tribunaux de première instance et de commerce ; il est équitable de leur en donner le titre et les avantages. C'est ce que fait le projet de loi, en laissant au Roi le soin de déterminer dans quelles justices de paix il y aura lieu de créer une place de greffier-adjoint, en fixant le traitement des greffiers-adjoints tout en laissant au Gouvernement le soin de pourvoir à leur nomination et en leur permettant l'accès au greffe des cours d'appel et des tribunaux de première instance. Les dispositions réglant ces divers points font l'objet des articles 2 à 4 du projet.

Le traitement inférieur des greffiers-adjoints des justices de paix sera le même que celui de leurs collègues dans les tribunaux de première instance ou de commerce de 3^e classe, 2,800 francs. Il peut arriver que des employés de greffes comptant un certain nombre d'années de service jouissent de traitements plus élevés. Afin de ne pas leur fermer l'accès aux places de greffier-adjoint, le projet permet de leur conserver, à titre personnel en cette qualité, leur ancien traitement d'employé.

L'article 5 du projet contient une disposition transitoire destinée à faciliter le passage du régime actuel au régime nouveau.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.



PROJET DE LOI

modifiant la classification des justices de paix et réglant l'institution de greffiers-adjoints dans les justices de paix.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Dans le tableau B joint à l'article 2 de la loi du 25 novembre 1889, divisant les justices de paix en quatre classes, les nombres de 70,000, 50,000 et 30,000 habitants sont remplacés par ceux de 60,000, 40,000 et 20,000 habitants.

ART. 2.

Les articles 9, 11 et 12 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire sont complétés ainsi qu'il suit :

Art. 9, 2^e alinéa : Une place de greffier-adjoint peut être créée par le Roi dans les justices de paix où, par suite de l'importance du service, un commis greffier doit faire habituellement fonctions de greffier.

ONTWERP VAN WET

tot wijziging van de indeeling der vrederechten en tot regeling van de instelling der toegevoegde griffiers in de vrederechten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

In de tabel B, gevoegd bij artikel 2 der wet van 25 November 1889, waarbij de vrederechten in vier klassen worden ingedeeld, zijn de getallen 70,000, 50,000 en 30,000 inwoners vervangen door de getallen 60,000, 40,000 en 20,000 inwoners.

ART. 2.

De artikelen 9, 11 en 12 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting zijn als volgt aangevuld :

Art. 9, 2^e lid : Eene plaats van toegevoegd griffier kan door den Koning worden ingesteld in de vrederechten waar, om reden van de belangrijkheid van den dienst, een griffiersklerk doorgaans als griffier moet optreden.

Art. 11, 2^e alinéa : Nul ne peut être nommé greffier-adjoint ou commis greffier, s'il n'a 21 ans accomplis.

Art. 12, 1^{re} alinéa : Les greffiers-adjoints sont nommés par le Roi sur deux listes doubles de candidats présentées l'une par le juge de paix et l'autre par le greffier. Ils peuvent être révoqués par le Roi.

ART. 3.

Les mots « ou de greffier d'une justice de paix » terminant le premier alinéa de l'article 26 de la loi du 18 juin 1869 sont remplacés par ceux « ou de greffier ou greffier-adjoint d'une justice de paix ». Les mots « ou d'une justice de paix » sont ajoutés à l'article 78 de la même loi après ceux « d'un tribunal de première instance et de commerce ».

ART. 4.

Le traitement inférieur des greffiers-adjoints des justices de paix est fixé à 2,800 francs.

Toutefois les employés de greffe nommés greffiers-adjoints, conserveront à titre personnel les traitements dont ils jouissent en cette qualité, s'ils sont supérieurs au traitement initial de greffier-adjoint. Cette disposition est applicable aux employés de greffe nommés greffiers-adjoints dans les tribunaux de première instance et de commerce.

Ces traitements seront majorés de 300 francs tous les cinq ans, dans les conditions déterminées aux articles 4 à 5 de la loi du 5 décembre 1903.

Disposition transitoire.

ART. 5.

Les commis greffiers des justices de paix qui seront nommés greffiers-adjoints

Art. 11, 2^e lid : Niemand kan tot toegevoegd griffier of tot griffiersklerk worden benoemd, indien hij den vollen leeftijd van 21 jaren niet heeft bereikt.

Art. 12, 1^{re} lid : De toegevoegde griffiers worden door den Koning benoemd op twee dubbellijsten van kandidaten, de eene door den vrederechter, de andere door den griffier voorgedragen. Zij kunnen door den Koning worden ontslagen.

ART. 3.

De woorden « of van griffier van een vrederecht » waarmede het eerste lid van artikel 26 der wet van 18 Juni 1869 sluit, zijn vervangen door : « of van griffier of toegevoegd griffier van een vrederecht ». De woorden « of van een vrederecht » zijn toegevoegd aan artikel 78 der zelfde wet na de woorden « van eene rechtbank van eersten aanleg of van eene handelsrechtbank ».

ART. 4.

De laagste jaarwedde der toegevoegde griffiers van de vrederechten is bepaald op 2,800 frank.

Echter behouden de griffiebeambten, die tot toegevoegd griffier zijn benoemd, ten persoonlijke titel de jaarwedden die zij als zoodanig genieten, indien deze hooger zijn dan de aanvangswedde van toegevoegd griffier. Deze bepaling is van toepassing op de griffiebeambten die tot toegevoegd griffier worden benoemd bij de rechtbanken van eersten aanleg en bij de handelsrechtbanken.

Deze jaarwedden worden om de vijf jaren met 300 frank verhoogd, in de voorwaarden bij de artikelen 4 tot 5 der wet van 5 December 1903 omschreven.

Overgangsbepaling.

ART. 5.

De griffiersklerken der vrederechten, die in den loop van dit jaar tot toegevoegd

dans le cours de la présente année, seront censés, pour l'application du second alinéa de l'article 4 ci-dessus, avoir joui immédiatement comme employés, des augmentations de traitements prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 octobre 1911.

Donné à Bruxelles, le 14 février 1912.

griffier zullen worden benoemd, worden, wat de toepassing van het tweede lid van bovenstaande artikel 4 betreft, geacht dadelijk als beambten het voordeel te hebben genoten van de bij artikel 2 van het ministerieel besluit van 15 October 1911 voorziene weddeverhoogingen.

Gegeven te Brussel, den 14^{en} Februari 1912.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 FEBRUARI 1912.

Ontwerp van wet tot wijziging van de indeeling der vrederechten en tot regeling van de instelling der toegevoegde griffiers in de vrederechten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Wanneer, ten jare 1889, de vrederechten in vier klassen werden ingedeeld naar gelang van de bevolking der kantons, was het verschil in de jaarwedden der vrederechters en der griffiers volgens de klassen, gewettigd door het verschil in de belangrijkheid van de hun opgelegde werkzaamheid. Sinds 1889 zijn de gevallen, waarin de tusschenkomst der vrederechters en der griffiers vereischt is, beduidend talrijker geworden, namelijk in zake genadige jurisdictie. Zoo is gedurende de tien laatste jaren het getal der in de vrederechten opgemaakte akten van bekendheid bijna verdriedubbeld. De wet van 24 December 1903 heeft de griffiers belast met het ontvangen van de verklaringen betreffende arbeidsongevallen en de vrederechters met het vaststellen der vergelijken van partijen in die zaken en met het kennisnemen, in eersten aanleg, van alle vorderingen betreffende de krachtens de aangehaalde wet aan werklieden verschuldigde vergoedingen. De zeer onlangs ingevoerde wet van 12 Augustus 1911 heeft de bevoegdheid der vrederechters nog uitgebreid in burgerlijke zaken. Bij gelijktallige bevolking is de aan de vrederechters en de griffiers opgelegde arbeid thans belangrijker dan vóór twintig jaren. In die omstandigheden beantwoordt de verdeeling in vier klassen van de vrederechten, naar gelang dat de bevolking 70,000, 50,000, 30,000 inwoners bereikt of minder is dan dit laatste getal, niet meer aan den toestand. De tijd is gekomen om, met behoud van de 4^e klasse voor de minst belangrijke onder de vrederechten, het cijfer der bevolking te verminderen dat vereischt is opdat een vrederecht bij eenē hoogere klasse worde ingedeeld.

Het wetsontwerp dat op 's Konings bevel ik de eer heb aan de wetgevende Kamers voor te stellen, bepaalt op 60,000, 40,000 en 20,000 het getal der inwoners, dat vereischt is opdat een vrederecht van de 1^{ste}, de 2^{de} of de 3^{de} klasse zij; de vrederechten welker kanton minder dan 20,000 inwoners

telt blijven in de 4^{de} klasse. Zeven en negentig vrederechten zullen aldus tot eene hoogere klasse overgaan; de vrederechters zullen eene verhooging van jaarwedde van 1000 frank bekomen en de griffiers eene van 800 frank; in iedere klasse zullen het diegenen onder hen zijn die het meeste werk te verrichten hebben, die door den maatregel zullen begunstigd worden. Zooals gedaan werd bij de wet van 11 Mei 1910, betreffende de handelsrechtbanken, laat het wetsontwerp toe tusschen de griffiers der vrederechten en hunne griffiersklerken eene nieuwe categorie ambtenaren te maken: de toegevoegde griffiers.

In de meeste vrederechten worden al de handelingen en plichten van zijn ambt door den griffier zelf verricht, en de onder hem staande griffiersklerken en beambten doen niet veel meer dan het werk van schrijver en expéditionnair. In enkele vrederechten, evenwel, de belangrijkste van het land, kan de griffier niet alleen al de verrichtingen doen, waarvoor de hoedanigheid van griffier vereischt is en een klerk moet doorgaans als griffier optreden. De toestand dier klerken is dezelfde als die van de toegevoegde griffiers in de rechtbanken van eersten aanleg en in de handelsrechtbanken; het is billijk er hun den titel en de voordeelen van te verleen. Zoo doet het wetsontwerp, waar het den Koning de zorg laat te bepalen in welke vrederechten eene plaats van toegevoegd greffier dient (ingesteld, waar het bedrag der jaarwedde van de toegevoegde griffiers bepaalt, mits het echter aan de Regeering over te laten in hunne benoeming te voorzien en waar het hun toegang geeft tot de griffiën der beroepshoven en der rechtbanken van eersten aanleg. De bepalingen tot regeling dier verschillende punten, zijn in de artikelen 2 tot 4 van het ontwerp vervat.

De minste jaarwedde der toegevoegde griffiers van de vrederechten zal dezelfde zijn als die hunner collega's in de rechtbanken van eersten aanleg en in de handelsrechtbanken der 3^o klasse, 2,800 frank. Het kan voorkomen dat beambten der griffiën die een zeker getal jaren dienst tellen, hoogere jaarwedden genieten. Ten einde hun de plaatsen van toegevoegd griffier niet ontoegankelijk te maken, wordt door het ontwerp voorzien dat zij ten persoonlijke titel, als zoodanig, hunne vroegere jaarwedde als beambte zouden mogen behouden. Artikel 5 van het wetsontwerp bevat eene bepaling die bestemd is om den overgang van het huidige naar het nieuwe regiem te vergemakkelijken.

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

PROJET DE LOI

modifiant la classification des justices de paix et réglant l'institution de greffiers-adjoints dans les justices de paix.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Dans le tableau B joint à l'article 2 de la loi du 25 novembre 1889, divisant les justices de paix en quatre classes, les nombres de 70,000, 50,000 et 30,000 habitants sont remplacés par ceux de 60,000, 40,000 et 20,000 habitants.

ART. 2.

Les articles 9, 11 et 12 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire sont complétés ainsi qu'il suit :

Art. 9, 2^e alinéa : Une place de greffier-adjoint peut être créée par le Roi dans les justices de paix où, par suite de l'importance du service, un commis greffier doit faire habituellement fonctions de greffier.

ONTWERP VAN WET

tot wijziging van de indeeling der vrederechten en tot regeling van de instelling der toegevoegde griffiers in de vrederechten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

In de tabel B, gevoegd bij artikel 2 der wet van 25 November 1889, waarbij de vrederechten in vier klassen worden ingedeeld, zijn de getallen 70,000, 50,000 en 30,000 inwoners vervangen door de getallen 60,000, 40,000 en 20,000 inwoners.

ART. 2.

De artikelen 9, 11 en 12 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting zijn als volgt aangevuld :

Art. 9, 2^{de} lid : Eene plaats van toegevoegd griffier kan door den Koning worden ingesteld in de vrederechten waar, om reden van de belangrijkheid van den dienst, een griffiersklerk doorgaans als griffier moet optreden.

Art. 11, 2^e alinéa : Nul ne peut être nommé greffier-adjoint ou commis greffier, s'il n'a 21 ans accomplis.

Art. 12, 1^{re} alinéa : Les greffiers-adjoints sont nommés par le Roi sur deux listes doubles de candidats présentées l'une par le juge de paix et l'autre par le greffier. Ils peuvent être révoqués par le Roi.

ART. 3.

Les mots « ou de greffier d'une justice de paix » terminant le premier alinéa de l'article 26 de la loi du 18 juin 1869 sont remplacés par ceux « ou de greffier ou greffier-adjoint d'une justice de paix ». Les mots « ou d'une justice de paix » sont ajoutés à l'article 78 de la même loi après ceux « d'un tribunal de première instance et de commerce ».

ART. 4.

Le traitement inférieur des greffiers-adjoints des justices de paix est fixé à 2,800 francs.

Toutefois les employés de greffe nommés greffiers-adjoints, conserveront à titre personnel les traitements dont ils jouissent en cette qualité, s'ils sont supérieurs au traitement initial de greffier-adjoint. Cette disposition est applicable aux employés de greffe nommés greffiers-adjoints dans les tribunaux de première instance et de commerce.

Ces traitements seront majorés de 300 francs tous les cinq ans, dans les conditions déterminées aux articles 1 à 3 de la loi du 5 décembre 1903.

Disposition transitoire.

ART. 5.

Les commis greffiers des justices de paix qui seront nommés greffiers-adjoints

Art. 11, 2^e lid : Niemand kan tot toegevoegd griffier of tot griffiersklerk worden benoemd, indien hij den vollen leeftijd van 21 jaren niet heeft bereikt.

Art. 12, 1^{re} lid : De toegevoegde griffiers worden door den Koning benoemd op twee dubbellijsten van kandidaten, de eene door den vrederechter, de andere door den griffier voorgedragen. Zij kunnen door den Koning worden ontslagen.

ART. 3.

De woorden « of van griffier van een vrederecht » waarmede het eerste lid van artikel 26 der wet van 18 Juni 1869 sluit, zijn vervangen door : « of van griffier of toegevoegd griffier van een vrederecht ». De woorden « of van een vrederecht » zijn toegevoegd aan artikel 78 der zelfde wet na de woorden « van eene rechtbank van eersten aanleg of van eene handelsrechtbank ».

ART. 4.

De laagste jaarwedde der toegevoegde griffiers van de vrederechten is bepaald op 2,800 frank.

Echter behouden de griffiebeamten, die tot toegevoegd griffier zijn benoemd, ten persoonlijkten titel de jaarwedden die zij als zoodanig genieten, indien deze hooger zijn dan de aanvangswedde van toegevoegd griffier. Deze bepaling is van toepassing op de griffiebeamten die tot toegevoegd griffier worden benoemd bij de rechtbanken van eersten aanleg en bij de handelsrechtbanken.

Deze jaarwedden worden om de vijf jaren met 300 frank verhoogd, in de voorwaarden bij de artikelen 1 tot 3 der wet van 5 December 1903 omschreven.

Overgangsbepaling.

ART. 5.

De griffiersklerken der vrederechten, die in den loop van dit jaar tot toegevoegd

dans le cours de la présente année, seront censés, pour l'application du second alinéa de l'article 4 ci-dessus, avoir joui immédiatement comme employés, des augmentations de traitements prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 octobre 1911.

Donné à Bruxelles, le 14 février 1912.

griffier zullen worden benoemd, worden, wat de toepassing van het tweede lid van bovenstaande artikel 4 betreft, geacht dadelijk als beambten het voordeel te hebben genoten van de bij artikel 2 van het ministerieel besluit van 15 October 1911 voorziene weddeverhoogingen.

Gegeven te Brussel, den 14^e Februari 1912.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.